



**RECUEIL**

**DES**

**ACTES**

**ADMINISTRATIFS**

---

RECUEIL SPECIAL

ANNÉE 2017 – NUMÉRO 145 DU 21 JUIN 2017

---

# TABLE DES MATIERES

## PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE NORD

Arrêté du 21 juin 2017 portant application des mesures propres à limiter l'ampleur et les effets de la pointe de pollution atmosphérique sur la population dans la région des HAUTS-DE-FRANCE



**PRÉFET DE ZONE DE DEFENSE  
ET DE SECURITE NORD**

**Arrêté portant application de mesures propres à limiter l'ampleur  
et les effets de la pointe de pollution atmosphérique sur la population  
dans la région Hauts-de-France**

**Le Préfet de zone de défense et de sécurité Nord  
Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 221-1 à L. 226-11, R. 221-1 à R. 226-14 ;  
Vu le code de la route, notamment ses articles L.325-1 à L.325-3, R.411-5 et R.411-19 ;  
Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code pénal  
Vu le code de la santé publique ;  
Vu le code de la défense ;  
Vu le code de la sécurité intérieure ;
- Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté inter-ministériel du 7 avril 2016 modifié relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant ;
- Vu l'arrêté ministériel du 21 octobre 2010 relatif aux modalités de surveillance de la qualité de l'air et à l'information du public ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2004 instituant une procédure d'information et de recommandation, d'alerte et de mesures d'urgence en cas d'épisode de pollution atmosphérique dans le département de l'Aisne, et l'arrêté modificatif du 02 janvier 2012 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2005 instituant une procédure d'information et de recommandation, d'alerte et de mesures d'urgence en cas d'épisode de pollution atmosphérique dans le département de la Somme, et l'arrêté modificatif du 6 février 2012 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2015 portant approbation de la disposition spécifique ORSEC relative à la gestion des épisodes de pollution atmosphérique dans le département de l'Oise ;
- Vu l'arrêté inter-préfectoral du 27 mars 2014 portant approbation du Plan de Protection de l'Atmosphère pour la région Nord – Pas-de-Calais ;
- Vu l'arrêté inter-préfectoral du 1er juillet 2014 relatif à la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère révisé pour le Nord – Pas-de-Calais ;
- Vu l'arrêté interdépartemental du 27 octobre 2015 relatif à la procédure d'information et d'alerte du public en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant en région Nord - Pas-de-Calais ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2017 portant approbation de la disposition spécifique ORSEC relative à la gestion des épisodes de pollution de l'air ambiant au sein de la Zone de Défense et de Sécurité Nord ;

Considérant que lorsque intervient une situation de crise quelle qu'en soit l'origine, de nature à porter atteinte à la santé des personnes ou à l'environnement, et que cette situation ou ces événements peuvent avoir des effets dépassant le cadre d'un département, il appartient au préfet de zone de défense et de sécurité de prendre les mesures de police administrative nécessaires à l'exercice de ses pouvoirs de coordination, en application de l'article R.122-8 du code de la sécurité intérieure ;

Considérant l'épisode de pollution atmosphérique à l'ozone (O3) en cours sur l'ensemble des départements de la zone de défense et de sécurité Nord et aux particules fines (PM10) sur les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;

Considérant que les conditions météorologiques actuelles sont défavorables à la dispersion des polluants ;

Considérant la nécessité de mettre en œuvre des mesures visant à réduire les émissions de polluants dans l'atmosphère et à en limiter les effets sur la santé humaine et l'environnement ;

Considérant que les prévisions de l'ATMO HAUTS DE FRANCE font apparaître un retour en dessous des seuils réglementaires pour la journée du 22 juin.

Sur proposition de M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

## **ARRÊTE**

**Article 1** - Mesures applicables au secteur des transports dans les cinq départements :

- la vitesse des véhicules à moteur est limitée dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Oise, de l'Aisne et de la Somme :
  - à 110 km/h sur les portions d'autoroutes normalement limitées à 130 km/h ;
  - à 90 km/h sur les portions d'autoroutes et de routes nationales et départementales normalement limitées à 110 km/h. Cette limitation s'accompagne d'une baisse des vitesses à 80 km/h pour les poids-lourds de plus de 3,5 tonnes ;
- les contrôles de lutte contre la pollution seront renforcés.

**Article 2** – Mesure applicable au secteur industriel dans les cinq départements :

- mise en œuvre des prescriptions particulières fixées dans les autorisations d'exploitation des ICPE.

**Article 3** - Mesure applicable au secteur agricole dans les cinq départements :

- interdiction de brûlage des sous-produits agricoles.

**Article 4** - Mesure applicable au secteur résidentiel, dans les espaces verts et jardins publics dans les cinq départements :

- interdiction totale de la pratique du brûlage

**Article 5** - Toute infraction aux dispositions du présent arrêté pourra être constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6** - Les dispositions définies par le présent arrêté prennent effet à compter du 21 juin 2017 à 05h00 jusqu'au 21 juin 2017 à 22h00.

**Article 7** - L'arrêté du préfet de zone NORD du 20 juin 2017 est abrogé

**Article 8** - Les préfets des départements de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme, le préfet délégué pour la défense et la sécurité, le directeur régional de l'alimentation et de l'agriculture et de la forêt, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les présidents des conseils départementaux de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme, les directeurs de la sécurité publique de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme, les colonels commandant les groupements de gendarmerie de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme, le directeur zonal des CRS, les directeurs de la DIR Nord et de la SANEF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 9** – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et ampliation en sera adressée aux autorités visées à l'article 8

Fait à Lille, le 21 juin 2017



Michel LALANDE